

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

**ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

*DCL / BRENVI / 2019 - 57 - 1*

**SCI TRANS VI CHALON**  
**129, rue de la Turenne**  
**75003 Paris**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 09-02112 délivré par le préfet de Saône-et-Loire en date du 25 mai 2009 à la société Foncière Europe Logistique ;

**VU** la déclaration de la SCI Trans VI Chalon en date du 31 mars 2016 demandant le transfert à son profit de l'autorisation susmentionnée délivrée à la société Foncière Europe Logistique ;

**VU** le récépissé de cette déclaration délivré par le préfet de Saône-et-Loire en date du 27 avril 2016 ;

**VU** le rapport du 1<sup>er</sup> février 2019 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à l'inspection des installations du 22 janvier 2019 ;

**VU** le courrier adressé à l'exploitant le 1<sup>er</sup> février 2019 dans le respect des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations en date du 22 janvier 2019 a permis de constater :

- la faible quantité d'eau présente dans le bassin « pompier » qui permet d'assurer la défense extérieure contre l'incendie ;
- l'absence dans le local dédié des pompes de surpression permettant de transporter cette eau jusqu'aux poteaux d'incendie ;
- l'absence d'eau en sortie des poteaux d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du premier alinéa de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 2009 susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** alors que les installations ne sont pas suffisamment protégées par rapport au risque lié à l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 dudit code, n'est plus démontrée, étant donné les constatations précitées :

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La SCI Trans VI Chalon, dont le siège social est situé au 123 de la rue de Turenne à Paris, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur le territoire des communes de Sevrey et de Saint Loup-de-Varennes, de respecter les dispositions suivantes :

**I – Dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- le bassin "pompier" situé à l'entrée du site est remis en état et dispose d'une capacité minimale lui permettant de contenir en permanence 1000 m<sup>3</sup> d'eau ;
- les équipements permettant de surpresser le réseau maillé de distribution d'eau assurant la défense extérieure contre l'incendie, en fournissant un débit requis de 450 m<sup>3</sup>/h au droit des poteaux d'incendie, sont remis en service ;
- à l'issue de ce qui précède, l'exploitant s'assure par des tests que l'ensemble des poteaux d'incendie est opérationnel et permet de délivrer le débit requis de 450 m<sup>3</sup>/h par fonctionnement simultané de plusieurs poteaux ;

**II – Dans un délai de huit jours** à compter de la notification du présent arrêté :

- l'exploitant met en place des dispositions compensatoires, permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent à celui présenté dans l'étude de danger de mai 2008 jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, durant toute la période précitée. Ces mesures compensatoires et leurs mises en oeuvre sont transmises à l'inspection de l'environnement, accompagnées d'un avis du groupement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

### **ARTICLE 3 – MESURES DE PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Sevrey et de Saint Loup-de-Varennes et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairies de Sevrey et de Saint Loup-de-Varennes pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Sevrey et de Saint Loup-de-Varennes.
- une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

**ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Chalon sur Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et les maires des communes de Sevrey et de Saint Loup-de-Varennnes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 26 FEV. 2019

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY